

La Guerre Rwando-Congolaise : La Guerre Des Minerais

Une Analyse Institutionnelle Sous Le Prisme Des Sciences Économiques Et Administratives

KIBANDA KILUKIDI Josué¹, KUZAMBA KABAMBA Timothée², EMONGO JOSEPH Joel³, KOKO YALA NDONGALA⁴, MIESI DIWEMBO ABRAHAM⁵, LUBUYA MPENGA PASCAL⁶, KANGUNZA WALUKA Auguy⁷, BILANDI DEKO JEAN⁸

¹ Enseignant et chercheur en sciences de gestion/Université Pédagogique Nationale, josuekibanda13@gmail.com

² Enseignant et chercheur en sciences Administratives/Université Pédagogique Nationale, kuzambatimothee27@gmail.com

³Enseignant et chercheur en sciences administratives/Université Pédagogique Nationale, emongojjj@gmail.com

⁴Enseignant et chercheur en sciences de gestion/Université Pédagogique Nationale, kokoyalandongala@gmail.com

⁵Enseignant et chercheur en sciences de gestion/Université Pédagogique Nationale, Miesidiwembo12@gmail.com

⁶ Enseignant et chercheur en sciences de gestion/Université Pédagogique Nationale, lubuyampenga10@gmail.com

⁷ Enseignant et chercheur en sciences de gestion/Université Pédagogique Nationale, eliekatema99@gmail.com

⁸ Enseignant et chercheur en sciences de gestion/Université Pédagogique Nationale, bilandideko13@gmail.com

Auteur Correspondant : KIBANDA KILUKIDI Josué, josuekibanda13@gmail.com



Abstract : This study examines the protracted conflict between the Democratic Republic of Congo (DRC) and Rwanda through a combined and interdisciplinary lens of economic science and administrative studies, with a particular focus on the systematic exploitation and transnational trafficking of strategic mineral resources, notably coltan, cassiterite, wolframite, and gold. From an economic standpoint, the paper rigorously analyzes how resource asymmetric dependence, porous border control mechanisms, and fragmented governance structures collectively feed a transnational shadow economy that has progressively shifted the underlying motivations of warfare from political grievances and security concerns to rent-seeking maximization and profit accumulation. Administratively, the conflict highlights the profound collapse of public governance in the eastern provinces of the DRC, starkly contrasted with Rwanda's highly centralized, technocratic, and performance-oriented management system that has successfully channeled informal cross-border mineral flows into formal state revenues and national development frameworks. By systematically applying the theoretical frameworks of institutional economics, public administration theory, and state failure analysis, this paper demonstrates that the persistence and mutation of the war are deeply and structurally tied to the profitability of corporate and bureaucratic networks embedded within the regional mineral supply chain. The study concludes that classical diplomatic and peacekeeping frameworks remain fundamentally ineffective without simultaneous, thorough, and enforceable institutional and supply-chain reforms that address the root administrative and economic drivers of the conflict.

Keywords: Geoeconomics, Mineral Supply Chains, Public Administration, State Failure, Shadow Economy, DRC-Rwanda Conflict, Rent-Seeking, Institutional Economics, Resource Curse

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte Général et Énoncé du Problème

Depuis le milieu des années 1990, la région des Grands Lacs africains constitue l'un des théâtres géopolitiques les plus instables et les plus complexes du continent africain. Cette instabilité chronique s'est matérialisée par des affrontements récurrents entre la République Démocratique du Congo (RDC) et la République du Rwanda, soit directement par l'engagement de forces régulières, soit indirectement par le biais de groupes armés interposés dont les motivations oscillent entre revendications politiques, sécuritaires et, de plus en plus prégnamment, économiques. Si les facteurs déclencheurs initiaux de cette crise s'ancraient indéniablement dans des dynamiques géopolitiques et sécuritaires post-génocide notamment la présence sur le sol congolais des forces armées rwandaises en 1996 et 1998, ainsi que la persistance des groupes armés hostiles au régime de Kigali la persistance, la mutation et l'intraitabilité du conflit ont progressivement révélé une infrastructure économique sous-jacente d'une redoutable efficacité et d'une résilience remarquable.

Le conflit rwando-congolais s'est ainsi transformé, au fil des décennies, en une véritable « guerre des minerais », où le contrôle physique et administratif des ressources naturelles stratégiques le coltan (minerai de tantale), la cassitérite (minerai d'étain), la wolframite (minerai de tungstène) et l'or constitue à la fois le principal moyen de financement des opérations militaires et, pour nombre d'acteurs impliqués, l'objectif ultime et direct des hostilités. Cette transformation n'est pas accidentelle : elle résulte d'une convergence de facteurs géologiques (l'extraordinaire concentration de minerais stratégiques dans l'est de la RDC), économiques (la demande mondiale insatiable pour les technologies de l'information et de la communication), et institutionnels (la faiblesse structurelle de l'État congolais face à la rigueur bureaucratique rwandaise).

1.2. Justification Théorique et Interdisciplinarité

Cette étude se propose d'analyser la complexité multidimensionnelle de cette crise en mobilisation conjointe et systématique des grilles de lecture des sciences économiques et des sciences administratives. Cette approche interdisciplinaire n'est pas simplement méthodologique ; elle est ontologiquement nécessaire. En effet, appréhender ce conflit comme une simple rupture de l'ordre géopolitique ou comme un épiphénomène sécuritaire s'avère profondément insuffisant et intellectuellement réducteur. Les sciences économiques permettent de décrypter avec précision les mécanismes microéconomiques et macroéconomiques de la captation de rente, la structuration des marchés transfrontaliers informels, les dynamiques de prix sur les marchés mondiaux des matières premières, et les réseaux complexes d'incitations financières qui poussent les acteurs étatiques et non étatiques à perpétuer délibérément l'état de guerre. Parallèlement, les sciences administratives offrent les concepts théoriques et empiriques nécessaires pour évaluer les défaillances managériales, organisationnelles et institutionnelles de l'État congolais — faiblesse administrative chronique, corruption bureaucratique systémique, asymétrie de contrôle territorial, fragmentation de l'autorité étatique — et pour comprendre la rigueur organisationnelle contrastée du modèle managérial rwandais, qui a su, avec une efficacité remarquable, intégrer les flux informels transfrontaliers dans sa comptabilité nationale et son dispositif de développement économique.

Face au paradigme classique de la « malédiction des ressources » (resource curse) tel que théorisé par Auty (1993) et approfondi par Sachs et Warner (1995), la présente recherche examine comment les structures de gouvernance publiques et privées s'articulent de manière symbiotique pour créer une économie politique de la guerre durablement structurée. La question centrale qui guide cette investigation est la suivante : Comment l'asymétrie administrative, les dysfonctionnements institutionnels et les incitations économiques transfrontalières transforment-elles la guerre rwando-congolaise en un système auto-entretenu de prédation minière, résistant aux interventions diplomatiques classiques et aux mécanismes de régulation internationaux ?

1.3. Structure de l'Article

Pour répondre à cette problématique fondamentale, notre travail s'articulera autour de trois axes majeurs complémentaires. Dans une première partie (Section 2), nous procéderons à l'analyse macroéconomique et microéconomique des réseaux de captation, de traitement et de commercialisation des minerais, en examinant les mécanismes de maximisation du profit des acteurs armés et les dynamiques de l'économie informelle transfrontalière. Dans une deuxième partie (Section 3), nous étudierons les structures organisationnelles, administratives et de gouvernance publique qui sous-tendent et pérennisent ce marché de guerre, en opposant le

modèle de défaillance étatique congolais au modèle de centralisation et de performance rwandais. Enfin, dans une troisième partie (Section 4), nous évaluerons l'efficacité et les limites des politiques internationales de traçabilité et de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), avant de formuler des conclusions et recommandations stratégiques (Section 5).

2. DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES DU CONFLIT : CAPTATION DE RENTE ET MARCHÉS TRANSFRONTALIERS

2.1. Fondements Théoriques : Au-delà de « Greed and Grievance »

L'analyse économique des conflits armés contemporains a connu un tournant décisif avec les travaux fondateurs de Paul Collier et Anke Hoeffler, qui ont postulé, dans leur célèbre modèle « Greed and Grievance » (2004), que l'abondance de ressources naturelles facilement appropriables augmente significativement non seulement la probabilité d'éclatement des guerres civiles, mais également leur durée et leur intensité. Cette thèse, initialement controversée, a été largement corroborée par des études empiriques ultérieures portant sur de nombreux conflits ressources à travers le monde. Dans le cas spécifique des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri en RDC, les minerais dits « 3T » (Tantale/Coltan, Étain/Cassitérite, Tungstène/Wolframite) ainsi que l'or présentent des caractéristiques microéconomiques quasi idéales pour le financement durable de la violence armée : une haute valeur massique (permettant le transport de grandes valeurs en petits volumes), des processus d'extraction artisanaux intensifs en main-d'œuvre (nécessitant peu de capital fixe), un débouché mondial garanti et en expansion constante par l'industrie électronique de haute technologie, et enfin une opacité structurelle des chaînes d'approvisionnement qui facilite le blanchiment et la dissimulation des origines conflictuelles.

Cependant, le cadre collier-hoefflierien, aussi éclairant soit-il, ne saurait à lui seul rendre compte de la spécificité du cas rwandais-congolais. Ce conflit ne se limite pas à une guerre civile interne à la RDC : il s'agit d'un conflit transnational impliquant des acteurs étatiques (les deux gouvernements, leurs armées respectives), des acteurs para-étatiques (les forces armées régulières congolaises déconnectées du commandement central), des groupes rebelles structurés (le M23, les FDLR, les milices locales), et des réseaux économiques transfrontaliers intégrés. La dimension transnationale du conflit exige donc un élargissement du cadre théorique pour intégrer les concepts de commerce international parallèle, d'intégration économique régionale asymétrique, et d'économie politique de la frontière.

2.2. La Microéconomie de la Prédation : Une Analyse des Coûts, Revenus et Maximisation du Profit

Pour les groupes rebelles — tels que le Mouvement du 23 Mars (M23), les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), les milices Raïa Mutomboki ou Nyatura — ainsi que pour certaines factions des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) déconnectées du commandement central et de la chaîne de solde régulière, l'activité militaire répond de moins en moins à une logique de conquête politique ou de libération nationale, et de plus en plus à une logique purement économique de maximisation du profit. Cette mutation des motivations constitue l'un des phénomènes les plus marquants de l'économie politique contemporaine des conflits africains.

L'extraction artisanale dans l'Est de la RDC ne requiert que des investissements en capital fixe extrêmement faibles. Contrairement à l'extraction industrielle qui nécessite des équipements lourds, des infrastructures de transport et des capitaux considérables, l'orpailleur ou le creuseur de coltan artisanal travaille avec des outils rudimentaires (pioches, pelles, paniers, tamis) dans des puits creusés à la main. Le facteur de production principal est une main-d'œuvre locale précarisée, soumise à des formes d'exploitation extrêmes — travail forcé, travail des enfants, salariat de misère — ou à des systèmes de rémunération à la tâche qui ne couvrent guère les besoins de subsistance élémentaires.

La captation économique par les acteurs armés s'opère à plusieurs niveaux interconnectés de la chaîne de valeur locale, créant ainsi une structure de prélèvement multicouche particulièrement efficace :

Premier niveau : la taxation directe aux puits de mine. Les groupes armés installent des barrières de péage militaires aux abords des sites d'extraction, percevant des taxes quotidiennes ou hebdomadaires sur chaque creuseur, chaque outil, et chaque sac de minerais

extrait. Ces prélèvements, qualifiés de « taxes de guerre » ou de « contributions de sécurité », constituent la source de revenus la plus directe et la plus visible.

Deuxième niveau : le monopole de fourniture des biens de subsistance. Dans les zones minières sous contrôle armé, les groupes rebelles ou militaires imposent fréquemment un monopole sur la vente des denrées alimentaires, des médicaments, des outils et même de l'eau potable. Ce mécanisme permet un double prélèvement : non seulement les prix sont majorés artificiellement, mais les creuseurs sont contraints de dépenser une partie de leurs maigres revenus miniers au sein d'un circuit économique contrôlé par les mêmes acteurs armés.

Troisième niveau : le rachat forcé à des prix inférieurs aux cours mondiaux. Les comptoirs d'achat, souvent liés aux réseaux armés, rachètent la production artisanale à des prix largement inférieurs aux cours mondiaux — parfois à moins de 20 % de la valeur marchande internationale. Cette différence de prix colossale constitue la marge bénéficiaire principale qui alimente les réseaux de trafic transfrontaliers.

Ces prélèvements informels et coercitifs permettent de couvrir les coûts opérationnels des forces combattantes — achats d'armes et de munitions sur les marchés noirs régionaux, logistique, ravitaillement, solde des combattants — et de générer un surplus financier substantiel qui est accumulé par les élites militaires et politiques transfrontalières, souvent blanchi à travers des réseaux immobiliers, commerciaux et bancaires complexes.

2.3. L'Économie de l'Ombre et l'Asymétrie des Balances Commerciales Régionales

Sur le plan macroéconomique, la guerre des minerais se caractérise par la mise en place d'un système de contrebande transfrontalière à grande échelle qui modifie structurellement et durablement les balances commerciales régionales, créant un paradoxe économique saisissant. Les minerais extraits illégalement dans l'est de la RDC subissent un processus systématique de « blanchiment économique » et de « transmutation administrative » dès leur traversée de la frontière rwandaise. Une fois sur le territoire rwandais, ces ressources — initialement issues de zones de conflit congolaises — reçoivent des certificats d'origine locaux, parfois frauduleux, parfois obtenus par des montages juridiques complexes impliquant des sociétés écrans, avant d'être exportées vers les marchés asiatiques (principalement la Chine, la Malaisie, la Thaïlande), européens (Belgique, Allemagne, Royaume-Uni) ou nord-américains (États-Unis, Canada).

Cette dynamique engendre un paradoxe macroéconomique majeur et documenté par de nombreux rapports d'experts des Nations Unies : le Rwanda, dont le sous-sol possède des réserves géologiques officiellement limitées en coltan et en or par rapport à l'immensité du gisement géologique congolais (le Complexe igné de l'Ituri et le Belt de Kibara), affiche pourtant des performances d'exportation de premier plan pour ces matières premières, classant régulièrement parmi les principaux exportateurs mondiaux de coltan et d'étain. Selon les rapports successifs du Groupe d'Experts de l'ONU sur la RDC, les volumes exportés par le Rwanda dépassent largement ses capacités de production minière avérées, ce qui ne peut s'expliquer que par un flux massif de minerais en provenance de la RDC voisine.

Ce transfert de richesse se traduit concrètement par une captation massive de devises étrangères au profit de l'économie rwandaise — renforçant sa balance des paiements, stabilisant sa monnaie (le franc rwandais), et finançant ses programmes de développement nationaux — tandis que la RDC subit une fuite massive de capitaux, une érosion dramatique de son assiette fiscale minière, et une détérioration continue de sa balance des paiements courants. Le manque à gagner fiscal pour l'État congolais est estimé à plusieurs centaines de millions de dollars américains annuellement, représentant une ponction considérable sur un budget national déjà structurellement déficitaire.

Tableau 1 : Flux macroéconomiques comparatifs des exportations minières de la région des Grands Lacs

Indicateur Économique	RDC (Provinces de l'Est)	Rwanda (Plaquette tournante régionale)	Impact Régional Global
Origine de la production	Puits artisanaux (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Maniema)	Production propre modeste / Importations informelles massives depuis la RDC	Asymétrie structurelle de la chaîne d'approvisionnement ; dépendance unidirectionnelle
Mode de taxation dominant	Prélèvements informels, taxes de guerre, corruption systémique, absence de contrôle fiscal étatique	Taxes officielles à l'exportation, redevances d'usinage, formalisation administrative	Divergence abyssale des recettes fiscales étatiques ; renforcement du déséquilibre fiscal régional
Impact sur le PIB / Devises	Manque à gagner fiscal majeur, fuite des capitaux, sous-investissement dans les infrastructures	Croissance du secteur minier officiel, entrées de devises substantielles, attractivité pour les investisseurs étrangers	Renforcement d'un hub commercial transfrontalier informel ; intégration économique asymétrique
Traçabilité et conformité	Systèmes ITSCI infiltrés, corruption des agents de traçabilité, impunité administrative	Certificats d'origine rwandais apposés sur minerais congolais ; conformité de façade	Érosion de la crédibilité des mécanismes internationaux de diligence raisonnée

3. ANALYSE ADMINISTRATIVE : FAIBLESSE INSTITUTIONNELLE, ORGANISATION DES RÉSEAUX ET MODÈLES DE GOUVERNANCE CONTRASTÉS

3.1. L'Existence d'Incitations Économiques comme Condition Nécessaire mais Non Suffisante

L'existence d'incitations économiques puissantes et structurelles ne suffit pas à elle seule à expliquer la pérennisation d'un conflit aussi complexe et durable que la guerre rwando-congolaise. Encore faut-il que l'appareil administratif et institutionnel de l'État offre les failles, les dysfonctionnements et les zones de non-droit nécessaires à l'épanouissement, à la consolidation et à la reproduction de ces activités illicites. L'examen rigoureux sous l'angle des sciences administratives et de la gestion publique met en lumière un affrontement structurel entre deux modèles de gestion publique radicalement opposés — celui de la RDC et celui du Rwanda — dont les interactions, loin de s'annuler, structurent et pérennisent l'économie de guerre régionale.

3.2. La Faillite Administrative de l'État Congolais : Corruption, Fragmentation et Perte du Monopole Fiscal

Le cas de l'Est de la RDC illustre de manière éclatante le concept de défaillance administrative généralisée et de déliquescence étatique (state failure) tel que conceptualisé par Rotberg (2004) et Fukuyama (2004). L'administration publique dans les provinces orientales souffre d'un déficit chronique et multidimensionnel de capacités managériales, d'un manque criant de fonctionnaires qualifiés et formés, et d'une absence quasi totale de rémunération régulière et suffisante des agents de l'État — qu'il s'agisse de la police des mines, des inspecteurs de la Division des Mines, des douaniers, ou des agents des services de renseignement.

Cette situation de précarité matérielle extrême des fonctionnaires publics crée les conditions structurelles d'une corruption systémique qui n'est plus une déviation individuelle mais un mode de régulation alternatif, voire principal, de la bureaucratie locale. Au lieu d'appliquer les réglementations du Code minier congolais (révisé en 2002 et en 2018), de contrôler les circuits d'extraction, et de collecter les taxes et redevances pour le compte du Trésor public national, de nombreux agents de l'État monnaient leur pouvoir de contrôle réglementaire en échange de pots-de-vin versés par les comptoirs d'achat (entités de traitement et de négoce), les négociants informels, et les trafiquants transfrontaliers.

Cette « privatisation » rampante et informelle des fonctions régaliennes — qui touche la sécurité, la fiscalité, la justice et l'administration territoriale — entraîne l'effondrement des structures de contrôle étatiques, rend les frontières terrestres extrêmement poreuses, et institutionnalise l'impunité administrative à tous les niveaux de la chaîne de gouvernance. L'État congolais, loin d'être simplement absent de l'Est du pays, est présent mais sous une forme « prédatrice » ou « capturée » par des intérêts privés, où les

agents publics agissent davantage comme des entrepreneurs politiques (political entrepreneurs) que comme des serveurs de l'intérêt général.

3.3. Le Modèle Administratif Rwandais : Centralisation, Performance et Récupération Étatique des Flux Informels

À l'inverse radical de la désorganisation et de la fragmentation administrative congolaises, la République du Rwanda présente un modèle managérial hautement centralisé, performant, discipliné et rigoureux, caractérisé par une forte cohérence institutionnelle et une discipline bureaucratique exceptionnelle dans le contexte africain. Les sciences administratives permettent de comprendre comment l'État rwandais a su capitaliser sur cette rigueur bureaucratique pour encadrer, formaliser et, dans une certaine mesure, légitimer l'économie grise transfrontalière qui transite par son territoire.

Grâce à des institutions publiques efficaces et technocratiques, telles que le Rwanda Mines, Petroleum and Gas Board (RMB) et l'Office Rwandais des Recettes (Rwanda Revenue Authority RRA), le gouvernement rwandais a mis en place des mécanismes d'incitation fiscale attractifs pour les investisseurs étrangers et les comptoirs de traitement. Les minerais issus de la contrebande congolaise sont intégrés dans un circuit administratif formalisé qui prélève des taxes officielles certes modestes au regard des valeurs marchandes internationales, mais à haute fréquence et avec une efficacité de collecte remarquable générant ainsi des revenus budgétaires stables, prévisibles et croissants pour l'État rwandais.

La rigueur administrative rwandaise agit ainsi comme une puissante « machine de traitement de données et de traçabilité légale » pour des ressources initialement captées de manière illicite à la frontière congolaise. Ce processus de « blanchiment administratif » confère une apparence de légalité et de conformité internationale à des minerais dont l'origine conflictuelle est soigneusement occultée. Le modèle rwandais illustre parfaitement la thèse de Migdal (1988) sur les « sociétés fortes et États faibles » inversée : ici, c'est l'État rwandais fort qui tire profit de la faiblesse de son voisin pour consolider son propre développement.

3.4. L'Échec Structurel des Politiques Internationales de Traçabilité : RSE, Dodd-Frank et Limites Administratives

Face à l'ampleur du phénomène et aux révélations successives des rapports du Groupe d'Experts de l'ONU, la communauté internationale a introduit, à partir de 2010, des dispositifs de gestion des risques basés sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Le mécanisme le plus emblématique est la section 1502 de la loi américaine Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (2010), qui impose aux entreprises américaines cotées en bourse de déclarer l'origine des minerais « 3T » et de l'or utilisés dans leurs produits. Parallèlement, l'OCDE a élaboré ses Directives sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque (édition 2016), et le système ITSCI (International Tin Supply Chain Initiative) a été déployé sur le terrain pour assurer l'étiquetage et la traçabilité des minerais.

Toutefois, l'analyse administrative fine de la mise en œuvre de ces politiques révèle des effets pervers majeurs et largement sous-estimés. En raison de la faiblesse structurelle des services étatiques congolais chargés de l'étiquetage et du contrôle — manque de personnel qualifié, corruption des agents de traçabilité, absence de mécanismes de vérification indépendante — les réseaux informels et les acteurs de l'économie de guerre ont parfois réussi à infiltrer et corrompre le système de traçabilité lui-même.

Des étiquettes officielles de certification ITSCI ont été vendues au marché noir, apposées frauduleusement sur des sacs de minerais provenant de zones de conflit actif, ou introduites clandestinement dans les circuits formels du pays voisin. L'incapacité administrative congolaise à auditer de manière indépendante, transparente et régulière ces chaînes d'approvisionnement a transformé un outil de régulation éthique initialement bien intentionné en une barrière bureaucratique supplémentaire, souvent contournée par les acteurs dominants de l'économie de l'ombre, tout en imposant des coûts de conformité prohibitifs aux opérateurs artisanaux honnêtes. Le résultat paradoxal est une « légalisation de la fraude » : les minerais congolais illégaux continuent d'atteindre les marchés internationaux, mais désormais munis de certificats de conformité qui les déresponsabilisent des acheteurs industriels.

4. DISCUSSION : VERS UNE COMPRÉHENSION INTÉGRÉE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA GUERRE

L'analyse croisée des dynamiques économiques et administratives présentées dans les sections précédentes permet de formuler plusieurs propositions théoriques et empiriques d'importance. Premièrement, la guerre rwando-congolaise ne saurait être réduite à un conflit ethnique, sécuritaire ou géopolitique. Elle constitue avant tout une entreprise économique hautement structurée,

rationnelle et rentable, où la violence armée fonctionne comme un input productif nécessaire au maintien des conditions de prédation minière. La paix, dans ce schéma, représenterait un coût d'opportunité économique insupportable pour les élites bureaucratiques, militaires et commerciales qui tirent directement profit de la rente minière informelle.

Deuxièmement, l'asymétrie administrative entre la RDC et le Rwanda n'est pas un simple hasard historique ou culturel ; elle constitue un facteur structurel déterminant de la pérennisation du conflit. Le modèle rwandais de gouvernance performante, loin de constituer une solution au problème, en est paradoxalement un élément constitutif en ce qu'il offre le cadre institutionnel permettant la formalisation et la légitimation des flux illicites.

Troisièmement, les mécanismes internationaux de régulation (Dodd-Frank, ITSCI, directives OCDE) souffrent d'une faille fondamentale : ils supposent l'existence d'un État capable de faire appliquer la réglementation sur son territoire. Or, dans le cas de la RDC, cette présupposition est directement contredite par la réalité empirique. Sans renforcement préalable des capacités administratives et sans réforme profonde de la fonction publique, ces mécanismes risquent de demeurer des instruments de façade, voire de renforcer les asymétries existantes.

5. CONCLUSION

En somme, l'analyse approfondie de la guerre rwando-congolaise à travers le prisme croisé et complémentaire des sciences économiques et des sciences administratives démontre de manière convaincante que le conflit a dépassé depuis longtemps ses déterminants politiques et sécuritaires initiaux pour devenir une entreprise économique hautement structurée, rationnelle et auto-entretenu. L'économie politique de cette guerre repose sur une symbiose fonctionnelle et durable entre, d'une part, la microéconomie de la prédation minière gérée par les réseaux militaires, rebelles et para-étatiques, et d'autre part, l'asymétrie administrative et institutionnelle qui caractérise de manière radicale les deux États de la région.

La pérennisation du conflit s'explique fondamentalement par le fait que la paix durable représenterait un coût d'opportunité économique trop élevé pour les élites bureaucratiques, militaires et commerciales qui tirent profit direct et substantiel de la rente minière informelle. La République Démocratique du Congo fait face au défi titanesque — mais indispensable — de reconstruire intégralement son appareil administratif régalien, de restaurer l'autorité effective de l'État sur l'ensemble de son territoire, et de moraliser en profondeur sa fonction publique minière pour tarir progressivement mais durablement les sources de la contrebande transfrontalière.

Pour le Rwanda, le défi réside dans l'acceptation d'une transparence réelle et vérifiable de ses chaînes d'approvisionnement en minerais, afin de dissocier rigoureusement son développement économique légitime et louable des dynamiques de prédation et d'exploitation de son voisin. Tant que les réformes de gouvernance publique et administrative ne prendront pas le pas décisif sur les seuls accords diplomatiques de façade et les déclarations d'intention, la guerre des minerais continuera de consumer les perspectives de développement humain, de paix et de stabilité dans la région des Grands Lacs, au détriment de millions de civils innocents.

RÉFÉRENCES

- [1]. Auty, R. M. (1993). *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*. London: Routledge.
- [2]. Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563-595.
- [3]. Fukuyama, F. (2004). *State-building: Governance and world order in the 21st century*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- [4]. Migdal, J. S. (1988). *Strong Societies and Weak States: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- [5]. Nations Unies. (2001-2025). *Rapports successifs du Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo*. New York: Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- [6]. OCDE. (2016). *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque*. Éditions OCDE, Paris.

-
- [7]. Pourtier, R. (2009). Géoeconomie des minerais de guerre à l'est de la RDC. *Afrique Contemporaine*, 230(2), 73-86.
- [8]. Rotberg, R. I. (2004). The failure and collapse of nation-states: Breakdown, prevention, and repair. In *When States Fail: Causes and Consequences* (pp. 1-50). Princeton: Princeton University Press.
- [9]. Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1995). Natural resource abundance and economic growth. NBER Working Paper, No. 5398.
- [10]. Vlassenroot, K., & Raeymaekers, T. (2004). *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*. Ghent: Ghent University, Academic Press.